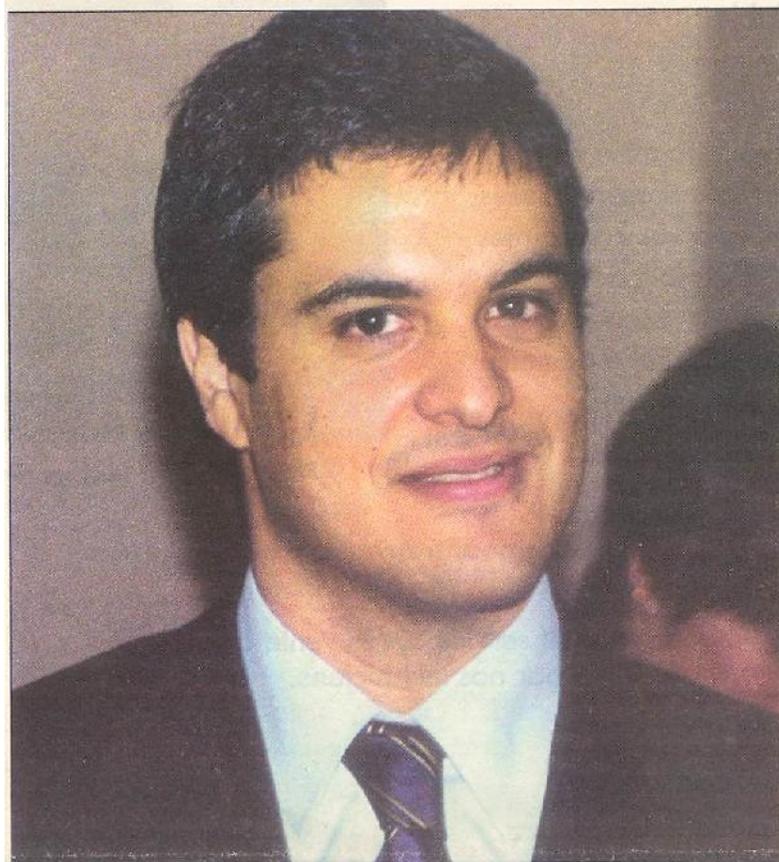


## DROIT DE RÉPONSE

# Moulay Hicham répond à LA GAZETTE DU MAROC

Lors d'une conférence à l'IFRI à Paris, dont la Gazette avait publié l'intégralité, le Prince Moulay Hicham avait utilisé un concept d' "*Espaces de compromis*". Réagissant à l'un de nos éditoriaux, il conteste l'interprétation que nous en faisons en nous adressant la mise au point suivante. Nous le remercions de réagir sur nos colonnes avec la clarté, le courage et la pertinence qui ont toujours caractérisé ses interventions. Pour notre part, nous rappelons juste que notre prétention se limitait à ouvrir le débat, pour sortir du marécage où s'est enlucé



• Le Prince Moulay Hicham

Le microcosme médiatico-politique. L'objectif est atteint au regard des contributions de qualité que nous adressent chaque semaine les intellectuels et les militants de ce pays.

**V**otre éditorial sur la modernité contribue à un débat tout à fait vital et je m'en réjouis. Cependant, comme il arrive souvent au Maroc ; ceux qui s'expriment font comme si personne, ou presque, avant eux n'a touché aux mêmes problèmes. Et quand il leur arrive de citer des prédécesseurs, ils le font à la hâte et sans discernement.

Ainsi, j'aimerais que l'on distingue nettement entre l'idée de "micro-ruptures" et mon concept "*d'espaces de compromis*" que l'éditorial ci-dessus mentionné confond avec elle. La notion "*d'espaces de compromis*" ne limite ni la profondeur de la discussion, ni la liberté qui doit en garantir la réussite, ni l'étendue des réformes à entreprendre. "*Espaces de compromis*", enfin tel que je les ai définis lors d'une conférence à l'IFRI traitant de l'ensemble arabo-musulman, est inséparable du caractère public et démocratique des débats. Il est donc, pour le moins, curieux que votre éditorial réduise ma proposition aux compromis habituels, aux dosages

et aux saupoudrages, auxquels la politique politicienne nous a malheureusement trop longtemps habitués.

Il est également bien regrettable qu'un éditorial du numéro 188 prétend poser comme pour la première fois les "*vraies questions*"! Cette sorte de présomption est un phénomène bien connu chez nous. Elle provient de la frustration, d'une sélectivité excessive de la mémoire, et peut-être d'une certaine ignorance. Tout cela sème la confusion et empêche les générations de bâtir sur les apports des uns et des autres.

Je me permets de vous rappeler que des questions telles que la souveraineté populaire ont été posées et débattues et le sont toujours, et que bien des gens ont consenti de grands sacrifices pour défendre ces idéaux. Que celle de l'amazighité est sérieusement abordée depuis au moins une dizaine d'années par des intellectuels et des citoyens amazigh et non-amazigh. Que la séparation des sphères, et l'accommodement à trouver entre le religieux et le politique, en vue de garantir l'égalité des individus et des sexes, est, elle aussi, débattue avec une grande clarté sur la place publique. Ce qui, à mon avis, reste à construire, c'est un mouvement social nouveau, capable de pousser les débats et les réformes plus en avant, et d'en inscrire les revendications et les résultats dans des institutions renouvelées.

Par ailleurs, la révolution n'a pas lieu sur commande. Ceux qui tracent des parallèles entre la révolution française (1789 !) et le Maroc d'aujourd'hui devraient se rendre compte que, passés les moments de bouleversement on en est bien revenu, en Europe comme ailleurs, aux accommodements, aux accords publiquement discutés dans les domaines institutionnels, de l'éducation, des garanties des biens, de l'organisation du culte, de la liberté de conscience et de la propagation de la foi, etc. Ainsi l'Etat allemand, par exemple, gère-t-il en partie les églises sur la base d'accords qui lui imputent la subvention des cultes. Ainsi en est-il en Angleterre, où la monarchie, par des compromis longuement élaborés, est reconnue comme chef de l'église anglicane et le règne consacré par

cette dernière, avec garantie de la liberté de conscience pour tous. Des formules semblables, et qui se sont révélées bien viables, ont été trouvées en Espagne, en Hollande et ailleurs.

L'accompagnement, dans ces cas, a consisté à admettre qu'il faut bien séparer les deux sphères, mais à condition d'en reconnaître aussi la dialectique.

Une dialectique réglée par la raison, mais également par les usages, les coutumes éprouvés dans une longue pratique, les attachements collectifs et communautaires, et enfin les impératifs politiques. Tous ces ajustements et réajustements, tous ces changements et ces mises au point de structures viables ne peuvent s'élaborer que dans le cadre "*d'espaces de compromis*" : Et il faut noter que les bouleversements violents découlent de l'incapacité à reconnaître les blocages historiques et à leur trouver les remèdes adéquats.

Bien des voix - au Maroc et ailleurs - se sont levées pour souligner les carences du système califal et pour élever la religion au-dessus de l'utilisation politique.

Le résultat de ces efforts devra un jour se traduire sous la forme d'institutions représentatives de la communauté des croyants, et décrochées par rapport à la fonction de pure gouvernance.

Pour aller vers une modernité concrète, construite spécifiquement dans les conditions historiques et culturelles de notre société, il faudra sans doute approfondir le libéralisme, qui n'est une "*sauce*" que pour ceux qui en négligent les fondements philosophiques et les valeurs dans les sphères éthique et économique. Il y a en effet des modernités d'un libéralisme travesti en système d'exploitation sauvage que je récusé, des modernités fascistes dont a constaté le destin funeste, et des modernités dogmatiquement socialistes dont on vient d'enregistrer l'échec. D'autres modernités se bâtissent sur les valeurs du travail et sur celle de la redistribution équitable, sous forme de salaires et de bénéfices sociaux garantis (et non pas seulement de charité).

Beaucoup d'intellectuels et de militants marocains ont

apporté du nouveau sur toutes ces questions, et les accuser de "*démision*" me paraît relever de la légèreté, à moins qu'il ne s'agisse d'une manière d'autodédouanement. Se peut-il que le "*désert d'idées*" que l'auteur pense constater soit plutôt l'effet d'une aversion pour la poursuite de la connaissance ?

En tout état de cause, une connaissance exacte et directe des conditions de notre pays devrait nuancer l'affirmation selon laquelle : "*les chiffres officiels sont là, les déficiences du service public les plus criantes, la misère la plus noire est le lot des régions berbères*". Car on le sait, il n'y a pas de statistiques (et donc pas de "*chiffres officiels*") sur la base des catégories ethno-linguistiques. Et de quelle population berbère parle-t-on ? De celles du présahara, des Oasis et du Rif ? Des communautés admirables et dynamiques du Haut Atlas ? Des éleveurs vigoureux du Moyen Atlas ? Ou enfin des masses urbaines de Casablanca et des autres grandes villes où les Berbères et les Arabes se trouvent aussi bien dans les quartiers chics que dans les bidonvilles ; dans les directions de grandes affaires que dans les usines ; dans l'armée et l'administration aussi bien que dans le chômage. La question de l'amazighité est une question d'identité culturelle et politique légitime. L'exclusion sous économique frappe les larges masses, arabes et berbères.

Il est temps de quitter le confort des salons qui secrètent l'universalisme abstrait, de se défaire de ce faux radicalisme qui pose des schémas pseudo-parfaits sous la forme de "*vraies questions*" de remèdes au "*désert d'idées*" de séparation des sphères, etc. Toutes conditions qui reviennent en fait à justifier l'inertie et la persistance dans un tran-train sans conséquence. Cette façon de tourner en rond sape les énergies des plus entreprenants et les espoirs de tous. Elle nous fait nager dans la semoule.